

## **Conseil des ministres - Le bilan de la saison touristique**

(Paris, 03 octobre 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères ont présenté une communication relative au bilan de la saison touristique.

Le bilan touristique pour le premier semestre 2018 et la saison estivale est très satisfaisant, du fait de la bonne dynamique des arrivées internationales et malgré un ralentissement de la fréquentation des touristes français en juillet. Au total, sur les huit premiers mois de 2018, la fréquentation touristique progresse de 2,3%, soutenue par la demande étrangère (+ 6,3%) et de manière beaucoup plus modérée par la demande intérieure (+ 0,6%).

L'ensemble des chiffres confirment la contribution déterminante du tourisme international et européen à la croissance des recettes du secteur en France, alors que les Français partent davantage à l'étranger.

Les objectifs du gouvernement sont réaffirmés :

- 100 millions de touristes internationaux d'ici 2020 ;
- 60 milliards de recettes touristiques issues de la fréquentation internationale ;
- + 20% d'investissement dans le secteur.

### **1. Accroître et mieux partager les flux touristiques internationaux**

Le gouvernement a fait du tourisme une priorité et adopté une méthode collégiale en réunissant tous les six mois, sous la présidence du Premier ministre, le conseil interministériel du tourisme (CIT), qui rassemble l'ensemble des ministres concernés, les professionnels du secteur et les représentants des collectivités territoriales. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères assure le pilotage et la coordination du dispositif.

Le gouvernement met en oeuvre des mesures de facilitation des flux qui portent leurs fruits (délivrance des visas en 48 heures, réduction des temps d'attentes aux aéroports) ainsi qu'une stratégie de maximisation des retombées touristiques des grands événements sportifs, annoncée lors du dernier CIT.

Il promeut, via l'opérateur Atout France, une stratégie de valeur avec la mise en place depuis plusieurs années de "Contrats de destination" et la structuration d'offres touristiques spécifiques comme l'oenotourisme. Cette stratégie porte ses fruits, avec une dépense moyenne par visiteur en augmentation de 10,7% en France.

L'internationalisation du tourisme génère des phénomènes de concentration géographique, susceptibles d'accroître les inégalités entre les territoires : les clientèles extra-européennes primo-visiteurs fréquentent en effet en priorité les destinations les plus réputées. La concentration des flux touristiques est en outre susceptible de générer des réactions de rejet, illustrées par les débats sur l'impact des plateformes de location en ligne sur les prix de l'immobilier et plus généralement sur le phénomène dit de "sur-tourisme". Le gouvernement est particulièrement attentif dans ce contexte :

- au maintien de l'effort de promotion de destinations plus diversifiées auprès des clientèles européennes ;

- à une action d'appui au profit de tous les territoires.

## 2. Une politique partenariale, inclusive et proche des territoires en matière de promotion et d'investissement

Afin d'appuyer la structuration et la projection à l'international de toutes nos destinations, Atout France se positionne comme le catalyseur de l'ensemble des initiatives publiques et privées, nationales et territoriales.

En matière de promotion, une politique de partenariats avec les acteurs publics et privés a permis de réunir 14 millions d'euros supplémentaires en 2018. L'opérateur s'est doté d'un dispositif de soutien à l'ingénierie touristique, "France Tourisme Ingénierie", en lien avec les conseils régionaux et la Banque des Territoires, pour aider les destinations à développer leur projet, accélérer les décisions d'investissement et favoriser la montée en gamme des hébergements et équipements touristiques.

Quatre conseils régionaux ont rejoint en juin dernier le conseil d'administration d'Atout France et des conventions seront signées d'ici la fin de l'année avec les conseils régionaux pour le déploiement du dispositif national d'ingénierie. Cette politique sera soutenue par la Banque des Territoires, qui va allouer une enveloppe de 500 millions d'euros au financement des projets touristiques.

## 3. L'emploi et la formation, chantier des prochains mois

Le CIT abordera lors de sa réunion de mars 2019 les mesures susceptibles de favoriser l'emploi et la formation dans le secteur du tourisme et en particulier les questions liées à la disponibilité de la main d'oeuvre dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

Une première initiative, impulsée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, a été de constituer une conférence des formations d'excellence au tourisme, selon le modèle de la conférence des grandes écoles, qui rassemble les principales organisations d'employeurs et sélectionne les meilleures formations touristiques de France. L'objectif est de travailler, d'une part, à la meilleure adéquation entre les attentes des employeurs et l'offre éducative et, d'autre part, au rayonnement international des établissements de formation./.